

# ***RUSSIE***



***Ces avocats persécutés pour leur  
défense des droits de l'Homme***



# Alexeï Navalny

## *A nouveau condamné par la justice russe à neuf ans de prison*



Le 22 mars 2022, Alexeï Navalny, 45 ans, a été reconnu coupable « d'escroquerie de biens d'autrui par un groupe organisé et d'outrage à magistrat » et condamné, à neuf ans de prison supplémentaire. Son procès avait commencé à la mi-février dans l'enceinte même de sa colonie pénitentiaire à 100 kilomètres à l'est de Moscou. Il purge depuis janvier 2021 une peine de deux ans et demi de détention pour de pré »étendues fraudes, remontant à 2014.

**RAPPEL :** Alexeï Navalny avait dû être hospitalisé en urgence et placé en réanimation après avoir été « empoisonné », selon sa porte-parole, qui s'est exprimée sur Twitter. Inconscient, dans un état grave, a été évacué en urgence de l'avion qu'il s'apprêtait à prendre pour rejoindre Moscou depuis Tomsk, en Sibérie, et placé sous respirateur artificiel dans une unité de soins intensifs de l'hôpital d'Omsk, en Sibérie, selon l'agence de presse d'Etat TASS. L'un de ses médecins, Iaroslav Achikhmin, a demandé son évacuation d'Omsk. Selon lui, il en va de sa survie, en raison des équipements limités de l'hôpital de cette ville de Sibérie. Seule l'évacuation permettrait de savoir avec certitude s'il y a eu empoisonnement. Il se trouvait dans un vol rejoignant Moscou quand son état de santé s'est subitement dégradé, après avoir bu du thé, obligeant son avion à faire un atterrissage d'urgence à Omsk.

Une plainte pour « tentative d'assassinat sur une personne publique » a été déposée au Comité d'enquête, à Moscou, pour des faits d'empoisonnement.

Anastasia Vassilieva, médecin personnel d'Alexeï Navalny, arrivée également sur place, a lancé publiquement un appel aux autorités, via Twitter, pour favoriser son départ à l'étranger, en vue d'être correctement soigné dans un centre spécialisé. Répondant à cet appel, un avion médicalisé a quitté Nuremberg le 21 août, pour aller récupérer Alexeï Navalny. Il a été transporté, toujours dans le coma, le 22 août à l'hôpital de la Charité, à Berlin où un neurotoxique de type militaire, similaire au célèbre poison Novitchock, été détecté par des laboratoires occidentaux. Selon une enquête publiée le 14 décembre par le site d'investigation Bellingcat (en anglais) l'empoisonnement aurait été commandité un groupe d'espions spécialisé des renseignements russes (FSB). La Russie continue de démentir qu'Alexeï Navalny a été empoisonné le 20 août. Le Kremlin affirme que la substance toxique détectée après son hospitalisation en Allemagne n'était pas présente dans son organisme lorsqu'il était soigné en Russie.

En réponse à son intention de rentrer en Russie, le 29 décembre, la justice russe a annoncé l'ouverture d'une enquête pénale contre lui pour de prétendus faits d'« escroquerie à grande échelle », ce qui permet son interpellation dès son retour sur le sol russe. Malgré cela, après avoir passé près de cinq mois en convalescence en Allemagne, le 17 janvier, Alexeï Navalny a pris un vol pour la Russie à l'aéroport de Berlin-Brandebourg.

À son arrivée, il a été arrêté à l'aéroport Cheremetievo de Moscou, le dimanche 17 janvier 2021 et conduit dans un pénitencier pour purger une peine de deux ans et demi de prison prononcée dans une affaire de fraude remontant à 2014, qualifiée de politique par de nombreuses ONG et par les capitales occidentales.

Fin mars 2021, il a entamé une grève de la faim afin de dénoncer ses conditions de détention. En raison de l'inquiétude pour son état de santé, il a du y mettre fin au bout de trois semaines. Mi-avril, il ne pesait plus que 76 kg.

Avocat de formation plus que de pratique, Alexeï Navalny, qui ne cesse de dénoncer la corruption des élites russes, s'est imposé depuis une décennie comme le premier opposant au président Vladimir Poutine, malgré les séjours en prison et plusieurs procès. Ses émissions diffusées sur YouTube - où il rassemble près de quatre millions d'abonnés - sont très populaires et ses enquêtes sur la corruption des élites rassemblent jusqu'à plusieurs dizaines de millions de vues.

Ancien militant du parti d'opposition libéral Iabloko d'où il a été exclu en 2007 pour ses prises de position nationalistes. Il avait participé au début de sa carrière politique à des rassemblements aux relents racistes tels que la Marche Russe, avant de gommer les tonalités nationalistes de ses positions.

Depuis 2007, il a décidé d'en découdre avec le gouvernement en achetant des actions dans des groupes semi-publics comme Rosneft et Gazprom. Arguant de son statut d'actionnaire, il avait exigé la transparence des comptes. A partir des législatives de décembre 2011, il a gagné en notoriété, grâce à son charisme et à la virulence de ses prises de parole anti-Kremlin. En septembre 2013, il a obtenu son premier succès électoral aux municipales de Moscou, créant la surprise en arrivant deuxième avec 27%, juste derrière le maire sortant, ce qui le confortait en tant que figure de proue de l'opposition.

Depuis 2012, il a fait l'objet de sept interpellations, six procès et deux placements en détention provisoire en moins de deux ans au point que la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré par un arrêt de sa Grande Chambre du 15 novembre 2018 que ces placements en détention étaient « politiquement motivés ». Son organisation, le Fonds de lutte contre la corruption (FBK), créée en 2012, est régulièrement la cible des autorités. Ces derniers mois, le FBK a écopé de plusieurs amendes, ses locaux ont été perquisitionnés et ses avoirs gelés.

Depuis 2017 et 2018, l'année de la dernière élection présidentielle, Alexeï Navalny s'est appuyé sur des dizaines de milliers de jeunes dans toute la Russie, contre le parti au pouvoir, qu'il a rebaptisé "*parti des voleurs et des escrocs*". Il a multiplié les coups d'éclat en s'en prenant aux plus intouchables. Il a notamment porté plainte contre le procureur général Iouri Tchaïka, puis contre Vladimir Poutine lui-même, faisant sur son blog des révélations sur le patrimoine de proches du pouvoir, qu'il accuse de corruption.

Devenu ainsi le principal opposant au président Vladimir Poutine depuis l'assassinat de Boris Nemtsov en 2015, Alexeï Navalny a souffert d'attaques physiques dans le passé. Le 28 juillet 2019, alors qu'il était incarcéré pour avoir appelé à manifester devant la mairie de Moscou, il avait dû être admis à l'hôpital. Les autorités avaient invoqué une "*grave réaction allergique*", mais l'entourage du principal opposant au Kremlin affirmait qu'il avait vraisemblablement été victime d'un "*agent toxique*". En 2017, il avait dû être soigné en Espagne d'une brûlure à l'œil reçue après avoir été aspergé d'un colorant antiseptique. (En savoir plus : L'Observatoire, *Ces avocats persécutés dans le monde 2019*, p.184 et édition 2021, p. 138).

## *Marina Dubrovina*

*L'avocate du Centre «Memorial» de Krasnodar violemment agressée et tabassée par un groupe d'individus alors qu'elle venait plaider une affaire à Grozny, en Tchétchénie*



Le 6 février 2020, Marina Dubrovina a été violemment agressée par un groupe d'individus alors qu'elle était à Grozny, en Tchétchénie en compagnie de la journaliste d'investigation Elena Milashina, qui travaille pour Novaya Gazeta, un journal russe indépendant et qui est également la lauréate du prix International Woman of Courage Award 2013 du Département d'État. Un groupe de plus de 15 personnes a encerclé Marina Dubrovina et Elena Milashina alors qu'elles se trouvaient dans le hall de

l'hôtel Continent et les ont violemment frappées. Ils ont notamment projeté Marina Dubrovina au sol, l'ont frappé à coups de pied et lui ont cogné la tête contre le sol en marbre. Ils ont filmé la scène avec un téléphone portable.

Marina Dubrovina s'est vu refuser un examen médical par un neurochirurgien à Grozny, celui-ci ayant prétendu qu'elle avait l'air d'aller bien. À son retour chez elle, les médecins ont diagnostiqué une commotion cérébrale. Elena Milashina, quant à elle, portait la trace de blessures aux tissus mous sur la tête, ainsi que des ecchymoses et des griffures sur les épaules et le cou.

Marina Dubrovina s'était rendu à Grozny pour participer à une audience concernant son client, Islam Moukhanov, illégalement détenu et torturé dans le sous-sol du département du ministère de l'Intérieur en Tchétchénie, après avoir mis en ligne une vidéo sur YouTube montrant les luxueuses maisons du chef de la République tchétchène, Ramzan Kadyrov.

Marina Dubrovina est une avocate des droits de l'homme qui travaille en étroite collaboration avec le Centre des droits de l'homme «Memorial» dans la région de Krasnodar. Elle défend des personnes qui ont été enlevées, détenues illégalement et torturées. Elle intervient dans un certain nombre d'affaires particulièrement sensibles dans le Caucase du Nord, notamment l'affaire du directeur de l'Human Rights Centre "Memorial" à Grozny, Oyub Titiev, et celle des prisonniers politiques ukrainiens, Stanislav Klykh et Pavel Grib.

Marina Dubrovina a été menacée à plusieurs reprises. Elle a été accusée à plusieurs reprises par la chaîne de télévision et de radio publique tchétchène, "Grozny", de collaborer avec les ennemis de la République et de critiquer le système judiciaire tchétchène.

En 2016, Marina Dubrovina et un autre avocat, Dokka Itslaev, avaient été accusés d'avoir commis des actions «contraires à l'honneur et à la dignité d'un avocat » ». Il avait rendu une décision spéciale dans le but d'obtenir leur radiation du barreau de Tchétchénie. Il leur était reproché d'avoir défendu avec trop d'opiniâtreté deux ressortissants ukrainiens condamnés respectivement à 22 ans et six mois et 20 ans de pour avoir été prétendument affiliés à « l'UNA-UNSO (Assemblée nationale ukrainienne – Autodéfense ukrainienne », une organisation reconnue comme

# *Ratmir Jilokov, Diana Sipinova, Natalia Magova et Liudmila Kochesokova*

*Arrêtés et victimes de violences à Kabardino, en République de Balkarie.*

Le 20 mai 2020, Ratmir Jilokov a été arrêté par la police prétendument pour avoir tenté de s'opposer à ce qu'il considérait être une perquisition illégale des locaux du client qu'il défendait, à Kabardino, en République de Balkarie. Ratmir Jilokov a demandé que soit acté le fait que les policiers étaient entrés dans les bureaux de son client pour une perquisition sans fournir aucun motif juridique ou un quelconque document autorisant la perquisition. Il soutient avoir été soumis à la violence parcequ'il avait soulevé l'illégalité des actions des policiers. Le lendemain, trois avocates, Diana Sipinova, Natalia Magova et Liudmila Kochesokova se sont présentées au département du ministère de l'Intérieur en République de Kabardino-Balkarie pour assurer sa défense. Malgré leurs demandes d'avoir accès à leur client, ils n'ont pas été autorisés à le rencontrer. Au lieu de cela, elles ont été repoussées du bâtiment du Département du ministère de l'intérieur avec le recours à la force physique par plusieurs agents, ce qui a entraîné une altercation.

Diana Sipinova a été arrêtée et placée en cellule de détention dans le bâtiment du Département pendant plusieurs heures. Diana Sipinova et Ratmir Jilokov ont ensuite été libérés, à la suite de l'incident du 21 mai 2020, Tous deux ont déposé des plaintes pour avoir été agressés physiquement par les agents du ministère de l'Intérieur de la République de Kabardino-Balkarie.

A la suite de quoi, une procédure pénale a été engagée contre Diana Sipinova, et Ratmir Jilokov, qui auraient utilisé des violences contre des policiers pour usage de la violence qui ne met pas en danger la vie ou la santé des agents publics dans dans l'exercice de leurs fonctions) sont accusés de l'infraction pénale prévue à l'article 318.1 (du Code pénal de la Fédération de Russie. Il semblerait que la procédure pénale engagée contre Diana Sipinova et Ratmir Jilokov ait été engagée à la suite de leurs plaintes.

Diana Sipinova est accusée d'avoir eu recours à la violence contre des officiers du ministère de l'Intérieur de la République de Kabardino-Balkarie lorsqu'elle a demandé à avoir accès à son client, le 21 mai 2020. Ratmir Jilokov est accusé d'avoir fait usage de violence contre des policiers lorsqu'ils sont arrivés au bureau de son client pour effectuer une perquisition, le 20 mai 2020. Le 30 mai 2020, le tribunal de première instance a imposé à Diana Sipinova et à Ratmir Jilokov à titre de mesures préventives une interdiction d'accomplir certaines activités pendant deux mois.

Natalia Magova, Diana Sipinova et Liudmila Kochesokova sont des avocates qui exercent en République de Kabardino-Balkarie dans la partie nord du Caucase de la Fédération de Russie.

La Chambre fédérale des avocats de la Fédération de Russie a exprimé son soutien aux avocats et a critiqué l'ingérence dans leurs fonctions professionnelles et a activement participé à la défense des avocats.

# *Ivan Pavlov, Dmitri Katchev, Danil Nikiforov, Sergey Malyukin, Oleg Yeliseyev*

*Demandes de poursuite disciplinaire du ministère de la justice contre les avocats du journaliste emprisonné Ivan Safronov*



Le ministère de la Justice a demandé au barreau de Moscou d'engager une procédure disciplinaire contre quatre des avocats qui défendent le journaliste emprisonné Ivan Safronov. La même démarche a été instaurée contre un cinquième avocat de Safronov, Ivan Pavlov (photo), auprès du Barreau de Saint-Petersbourg auquel le ministère de la Justice a demandé d'engager une procédure disciplinaire pour les mêmes raisons.

Le ministère de la Justice leur reproche d'avoir refusé de signer des engagements de non-divulgateion le 13 juillet 2020, – le jour où Safronov a été officiellement inculpé de trahison d'Etat. Les enquêteurs ont dressé un acte contre chacun des avocats en présence de témoins et ce document est utilisé pour motiver les poursuites disciplinaires contre les avocats.

Les deux barreaux ont refusé d'ouvrir des poursuites et le ministère russe de la Justice a introduit des actions en justice en cours contre les organes du barreau.

Ivan Safronov a précédemment travaillé comme journaliste d'investigation sur le complexe militaro-industriel de la Russie pour les journaux d'affaires russes *Kommersant* et *Vedomosti*. Il est devenu conseiller en communication du chef de la société spatiale russe Roscosmos en mai 2020.

Le 7 juillet, Ivan Safronov avait été arrêté par des agents fédéraux qui l'accusent d'avoir transmis des informations confidentielles aux services secrets tchèques. Le Service fédéral de sécurité russe (FSB) n'a révélé aucun détail sur les accusations portées contre Safronov, sous prétexte que ces informations sont classifiées. La substance des accusations n'a même pas été communiquée à ses avocats.

Safronov nie toute culpabilité et ses avocats affirment qu'il est persécuté pour son travail de journaliste antérieur. Ils ont refusé de signer des engagements de non-divulgateion afin de pouvoir continuer à attirer l'attention du public sur le cas du journaliste. "*Nous considérons cela comme un moyen de pression sur la défense d'Ivan Safronov*", a précisé Ivan Pavlov, avocat spécialiste des droits de l'Homme, qui dirige l'organisation de défense des droits de l'Homme Team 29. Selon Team 29, Ivan Pavlov reçoit régulièrement des menaces des services de sécurité.

Outre la défense d'Ivan Safronov, il assure la défense de la Fondation anti-corruption (FBK) d'Alexei Navalny et de sa Fondation pour la défense des droits des citoyens (FZPG) dans une affaire ouverte par le parquet de Moscou demandant que le groupe soit qualifié d'organisation « extrémiste ». Il a été arrêté le 30 avril 2021 par des agents du FSB dans l'hôtel où il se trouvait alors à Moscou pour les besoins de la défense de Safronov. Le même jour, les forces de l'ordre ont perquisitionné le bureau de Saint-Petersbourg de Team 29 de Pavlov, l'appartement de la femme de Pavlov et la datcha de Pavlov. Il est accusé de « divulgation d'éléments de l'enquête préliminaire » (article 310 du Code pénal russe). On ignore encore sur quelle affaire portent ces poursuites.

## *Galina Arapova, Ivan Pavlov, Valeria Vetoshkina, Maksim Olenichev*

*Les avocats qui interviennent dans les médias fichés sur un registre du ministère de la justice en tant qu'« agents étrangers »*



Pour entraver le travail des avocats, les autorités russes ont recours de plus en plus à la pratique consistant à ficher des avocats sur le registre des « agents étrangers » des médias qui n'a pas justifié jusqu'à présent une réponse unie du barreau.

En novembre 2021, deux avocats, Valeria Vetoshkina et Ivan Pavlov, ont été ajoutés sur le registre des « agents étrangers » des médias. Valeria Vetoshkina a fait appel de l'ordre du ministère de la Justice de l'inscrire au registre des médias «agents étrangers» auprès du tribunal de district de Zamoskvoretsky à Moscou. Le 9 février 2022, elle a reçu les objections du ministère de la Justice, qui a déclaré qu'elle avait diffusé des informations dans divers commentaires des médias sur des affaires dans lesquelles elle avait agi pour la défense et avait également reçu des financements étrangers parce qu'elle avait conclu des accords ou des contrats avec des organisations à but non lucratif, inscrites au registre des associations sans but lucratif figurant sur le registre « agents étrangers »).

Deux autres avocats en exercice figurent sur la liste depuis 2021 : Galina Arapova et Maksim Olenichev. En 2018, le centre de défense des médias de masse que dirige Galina Arapova a été répertorié. Le 8 octobre 2021, elle a été, à titre personnel, ajoutée sur le registre des « agents étrangers ».

Le 15 juillet, 2021, l'association d'avocats et de journalistes « Team 29 », dont est membre Maksim Olenichev, a été inscrite sur la liste. Les avocats de l'équipe 29, entre autres, représentent les intérêts des Russes accusés d'espionnage et de trahison. Le 15 juillet, le Parquet général a décidé du blocage du site internet de Team 29. L'équipe 29 a alors d'elle-même elle-même décidé d'arrêter son travail.

La législation russe sur les « agents étrangers » a été adoptée en 2012 et a été modifiée à plusieurs reprises. Elle exige que les organisations non gouvernementales qui reçoivent une aide étrangère soient enregistrées, s'identifient comme « agents étrangers ». Fin 2020, la législation a été modifiée pour permettre au gouvernement d'inclure des individus sur sa liste d'"agents étrangers" et de leur imposer des restrictions.

La législation sur les agents étrangers affecte de nombreuses personnes : défenseurs des droits de l'homme et les militants qui travaillent dans des ONG journalistes qui travaillent pour les médias étrangers, les étudiants qui participent à des programmes d'échange. L'inscription d'un avocat remet en cause la capacité de l'avocat à poursuivre ses activités et à représenter les intérêts de ses clients devant les tribunaux.

*Les avocats de de l'ex-sénateur de Bachkirie condamnés tour à tour à la prison pour avoir demandé une rémunération à la famille de leurs clients*

## *Sergey Leonov*

*5 ans de prison pour avoir demandé de l'argent pour déposer un recours contre la condamnation de son fils à la Cour suprême*

Sergey Leonov était l'avocat de l'ex-sénateur de Bachkirie, Igor Izmestyev condamné à une peine d'emprisonnement à perpétuité pour sa responsabilité dans des meurtres commis par des membres du groupe criminel Kingisepp. Choisi comme avocat par la mère du détenu, il était poursuivi pour avoir demandé de l'argent pour déposer un recours en vue de faire atténuer le régime carcéral du détenu dans sa colonie pénitentiaire, à la suite de sa condamnation à perpétuité prononcée par la Cour Suprême. L'accusation a soutenu que Sergey Leonov, ainsi que Viktor Fedorchenko, un autre avocat d'Izmestyev, auraient promis à la mère du condamné de faire atténuer sa peine à vie devant la Cour suprême contre la condamnation de son fils. Etaient intervenus à la demande de la mère du condamné entre janvier et septembre 2012. Le tribunal du district de Presnensky à Moscou a reconnu Sergey Leonov coupable d'avoir « volé » 1,5 million de dollars à Tamara Izmestyeva, la mère d'Igor Izmestyev. Il a été condamné à cinq ans de prison pour avoir demandé le paiement d'honoraires en tant qu'avocat.

Toutefois, le tribunal, « en tenant compte » des récompenses militaires de Sergey Leonov, a prononcé une peine de 5 ans d'emprisonnement. Sergey Leonov s'est réfugié à l'étranger et a été mis sur la liste internationale des personnes recherchées.

**RUSSIE – 22 juin 2018**

## *Viktor Fedorchenko*

*4 ans de prison pour avoir demandé de l'argent pour déposer un recours contre la condamnation de son fils à la Cour suprême*

Le 22 juin 2018, le second avocat d'Izmestyev, Viktor Fedorchenko, a été condamné par le tribunal de district Presnensky à 4 ans de prison

En décembre 2010, le tribunal municipal de Moscou a condamné Izmestyev, ancien sénateur de Bachkirie, à la prison à vie pour avoir organisé des attentats terroristes et des meurtres.

Igor Izmestyev, ancien sénateur de Bachkirie, avait été arrêté en janvier 2007. Selon les enquêteurs, en 1992, Izmestyev aurait organisé avec 12 autres personnes une bande criminelle qui a commis plus de 20 crimes graves, dont 12 meurtres. Il était soupçonné d'avoir participé à la tentative d'assassinat d'Oural Rakhimov, fils de l'ancien président de la République de Bachkirie, Murtaza Rakhimov, et ancien PDG de la société pétrolière Bashneft.

## *Menaces contre les avocats*

### *Petr Zaikin*

*L'avocat du chef du centre des droits de l'homme Memorial à Grozny, victime de manœuvres d'intimidation.*



Petr Zaikin, est l'avocat d'Oyub Titiev, défenseur des droits de l'Homme et chef du bureau de l'ONG Mémorial à Grozny, qui a été arbitrairement arrêté sur des accusations fabriquées de possession de drogue, le 9 janvier 2018. Il a été emmené au poste de police et détenu au secret pendant plusieurs heures. Il a formellement contesté toutes les accusations. Le 11 janvier 2018, un tribunal de Shali, en Tchétchénie, a ordonné la détention d'Oyub Titiev pendant deux mois. La détention a ensuite été prolongée en mars pour deux mois supplémentaires, et pour un mois de plus en avril. La pression sur Memorial et sur les

collègues d'Oyub Titiev a augmenté.

Petr Zaikin, a rapporté qu'en sa qualité d'avocat d'Oyub Titiev, il était sous surveillance en Tchétchénie. Dans la nuit du 17 janvier 2018, des hommes masqués non identifiés ont incendié le bureau de Memorial de la République d'Ingouchie voisine. Le 19 janvier, la police a effectué une perquisition dans le bureau de Memorial à Grozny. Le 20 janvier, Petr Zaikin a découvert qu'il faisait l'objet d'une filature alors qu'il se rendait à l'aéroport de Makhachkala. Il a été suivi par une Ford argentée, et la surveillance était aussi grossière que flagrante. Selon lui, la Ford le suivait avec persistance dans la ville. Il a pu semer les hommes qui le suivaient en sautant dans une autre voiture alors que sa voiture était en mouvement. Le 22 janvier, la voiture de Memorial utilisée par Petr Zaikin en Tchétchénie a été incendiée au Daghestan. Au même moment, des membres du personnel du Daghestan de Memorial ont reçu des menaces de mort sur leurs téléphones portables. Le 28 mars, des assaillants non identifiés ont attaqué et brutalement battu le chef du mémorial du Daghestan, Sirazhutdin Datsiev. L'organisation Memorial estime que ces incidents sont liés à la persécution d'Oyub Titiev en Tchétchénie.

## *Valentin Karelin*

*L'avocat des militants écologistes agressé par trois inconnus masqués à proximité de la station de métro "Krylatskoye" à Moscou.*



Le 30 janvier 2018, trois inconnus ont agressé physiquement l'avocat et défenseur de l'environnement, Valentin Karelin, à proximité de la station de métro "Krylatskoe" à Moscou. Il a été attaqué par derrière, jeté au sol et a reçu de violents coups de pieds à la tête, jusqu'à ce qu'un passant s'interpose et tente d'éloigner les agresseurs. Valentin Karelin souffre d'un traumatisme crânien, d'une fracture de, à l'os zygomatique, du nez, d'un hématome péri orbital, d'une commotion cérébrale et d'autres blessures. La police a ouvert une enquête en vertu du point "a" de la 2e partie de l'article 115 du Code pénal de Fédération de Russie, concernant les tentatives de blessures volontaires.

Valentin Karelin, qui est l'un des fondateurs du mouvement écologiste du district "Save the Krylatskie Hills!", défend les intérêts des habitants du district de Krylatskoye à Moscou. Il fournit des conseils juridiques aux adjoints de la municipalité et aux militants écologistes locaux qui luttent pour la préservation du parc local et qui protestent contre les actions illégales de l'entreprise qui loue la zone naturelle protégée de "Krylatsky Hills". Il assure aussi la défense des intérêts des habitants du village de Potapovo, mécontents de la réduction de leur territoire et de l'installation illégale de barrières.

## *Mikhail Benyash*

*Arrêté, battu et placé en garde à vue par la police après avoir rencontré un client et inculpé de rébellion*



Mikhaïl Benyach s'est rendu à Krasnodar, pour apporter son concours professionnel à des manifestants arrêtés pour avoir participé à un rassemblement pacifique contre une réforme des retraites, au cours duquel la police avait procédé à des dizaines d'interpellations. Des policiers en civil l'ont violemment poussé pour le faire monter dans une voiture. Ils ont pris son téléphone, puis l'ont frappé dans la voiture puis au poste de police, lui occasionnant des blessures et des contusions. Une photographie de Mikhaïl Beniach prise après sa garde à vue montre clairement qu'il présente de nombreuses écorchures et contusions à la tête..

Le 11 septembre, Mikhaïl Benyach a comparu devant un tribunal de Krasnodar, qui l'a déclaré coupable de «désobéissance à des ordres légitimes de la police» et l'a condamné à 14 jours de «détention administrative». Mikhaïl Benyach a été placé dans un centre réservé aux personnes en détention administrative.

Le 12 décembre 2018, la section d'enquête du district occidental à Krasnodar a mis en examen Mikhaïl Benyash pour "*usage de la violence contre un représentant de l'autorité*". La décision de détention administrative a été annulée à la demande du procureur.

**RUSSIE – 16 octobre 2018**

## *Vyacheslav Gimadi et Alexander Golovach*

*Deux avocats d'Anti-Corruption Foundation (FBK) arrêtés par le FSO.*



Vyacheslav Gimadi et Alexander Golovach, fondateurs de la Fondation anti-corruption (FBK), ont été arrêté le 16 octobre 2018, par des employés du Service fédéral de sécurité (OFS) accompagnés de chiens et équipés de matériel spécial et conduits au département du MIA de Barvikhinsky. Selon l'opposition, "les avocats auraient effectué le travail habituel d'analyse en consultant les registres

publics des propriétaires de palais d'élite. Sur son compte Twitter, depuis le poste de police, Vyacheslav Gimadi a écrit: « *Nous avons été emmenés au département de police de Barvikhinsky. Les policiers ne voient pas de motifs de détention mais les agents de l'OSV leur demandent de manière convaincante de «les accuser de quelque chose».*

Trois heures plus tard, ils ont été libérés sans avoir obtenu d'explication sur les raisons de leur détention. L'ordinateur portable de Vyacheslav Gimadi a été saisi..

Aleksandr Golovach a travaillé pour un organisme de surveillance connu pour avoir publié des informations sur la richesse illégale de hauts responsables politiques et responsables russes.

La Fondation anti-corruption (FBK) est une ONG créée par le militant et chef de l'opposition Aleksei Navalny et ses partisans. L'organisation est connue pour avoir publié des rapports faisant état d'une prétendue richesse illégale d'hommes politiques et de hauts responsables russes. À de nombreuses reprises, son personnel et ses sympathisants ont été victimes d'actes d'intimidation, de harcèlement et de persécution de la part des autorités russes.

**RUSSIE – 26 novembre 2018**

## *Ramil Akhmetgaliyev*

*Le défenseur des intérêts du peuple ingouche menacé de mort*



Le 26 novembre 2018, Ramil Akhmetgaliyev a reçu des menaces portées par un messenger qui est venu lui « déconseiller » de se rendre à Saint-Pétersbourg, en lui précisant qu'il «pourrait tomber malade et [que sa] température augmenterait». L'homme a mentionné le lieu où vit l'avocat, le nom de sa fille et de son épouse, en lui conseillant de «passer plus de temps avec eux».

Ramil Akhmetgaliyev devait représenter, le 27 novembre, les intérêts du Congrès mondial du peuple ingouche à la Cour constitutionnelle de Russie, à Saint-Pétersbourg, au sujet d'un conflit foncier né de l'accord frontalier conclu le 26 septembre 2018.

La chambre fédérale des avocats de Russie et le secrétariat de la Cour constitutionnelle de Russie ont été informés des menaces. Ramil Akhmetgaliyev est un avocat spécialiste des droits de l'homme de Kazan. Il exerce en tant qu'avocat depuis 2004 et travaille actuellement en tant qu'analyste juridique au sein du groupe international de défense des droits de l'homme Agora, une association regroupant plus de 50 avocats travaillant sur des affaires de torture, mort de personnes dans des prisons et des colonies pénitentiaires ainsi que des attaques contre des militants des droits civiques, des journalistes et des blogueurs.

## RUSSIE/UKRAINE

### *Edem Semedlyayev, Lilia Hemedzhy*

*Les avocats des tartares de Crimée mis en demeure par des agents des forces de sécurité russes de respecter la loi russe sur "l'extrémisme"*

– **6 novembre 2018** : Des représentants du bureau du procureur accompagnés d'hommes masqués non identifiés, qui se sont ultérieurement avérés appartenir à un prétendu « Centre de lutte contre l'extrémisme », ainsi que de policiers en uniforme, se sont présentés à une réunion tenue par Crimean Solidarity à Simferopol. Les hommes masqués ont pris des photographies des personnes présentes, tandis que les fonctionnaires du "bureau du procureur" ont lu et notifié à Lilya Hemedzhy et Edem Semedlayev, tout comme à l'activiste civique Dilyar Memetov, le fils du prisonnier politique Remzi Memetov, un « avertissement » leur enjoignant d'avoir à ne plus enfreindre la loi russe sur "l'extrémisme" et sur les manifestations. Le 6 novembre 201, le même « avertissement » a été notifié à Emil Kurbedinov. (Voir p. 114).

Selon ce document, le procureur aurait reçu des informations selon lesquelles des activistes tartares de Crimée soutenaient le Hizb ut-Tahrir, l'organisation pacifique islamique que la Russie qualifie de "terroriste", et auraient projeté d'organiser des « manifestations de grande ampleur » pour soutenir les personnes soupçonnées d'implication dans le Hizb ut-Tahrir. Edem Semedlyayev a affiché l'« avertissement » qu'il considère comme une pression sur lui en tant qu'avocat afin qu'il ne s'occupe plus d'affaires motivées par des considérations politiques et notamment qu'il cesse de défendre les Tartares de Crimée. Edem Semedlyayev et Emil Kurbedinov ont déclaré qu'ils allaient former un recours contre ces "avertissements".

.

## *Emil Kurbedinov*

*Un autre avocat des tartares de Crimée, en Crimée occupée, condamné à cinq jours de détention administrative, en vertu de la loi russe sur "l'extrémisme" et menacé de radiation du barreau*



Emil Kurbedinov a été interpellé alors qu'il se rendait de son domicile à son bureau et a été transféré au ministère de l'Intérieur de Crimée. Il est accusé d'avoir enfreint l'article 20.3 du Code administratif de la Fédération de Russie pour une publication sur sa page Facebook. Le 7 décembre 2018, le tribunal du district de Kievsky, à Simferopol a condamné Emil Kurbedinov à cinq jours de détention administrative, en vertu de l'article 20.3 du Code administratif de Fédération de Russie pour "propagande en faveur des organisations extrémistes".

Il lui était reproché d'avoir publié sur Facebook en 2013 un symbole appartenant à une organisation «extrémiste», à savoir une photo du rassemblement du «Hizb ut-Tahrir», une organisation religieuse interdite en Russie (mais légale en Ukraine), où des drapeaux prétendument liés à l'organisation étaient arborés. Le 26 janvier 2017, Emil Kurbedinov avait déjà été jugé pour avoir affiché le même contenu, mais sur un autre réseau social, Vkontakte, et avait purgé une peine de dix jours de prison pour ces mêmes accusations. Il avait, une première fois, été condamné à dix jours de prison par le tribunal du district de Zheleznodorozhny à Simferopol pour « propagande en faveur des organisations extrémistes ».

Le 6 novembre 2018, Emil Kurbedinov s'était vu notifier un « avertissement » sur le fondement de "la prévention des activités extrémistes" dans son bureau à Simferopol, en Crimée. Un représentant du parquet de Crimée accompagné de trois hommes cagoulés, lui avait lu puis remis une notification écrite l'avertissant du « caractère délictueux de l'extrémisme ».

Le 18 décembre 2018, le ministère de la Justice de la Fédération de Russie a adressé une demande officielle au barreau central de Crimée en lui demandant de radier Emil Kurbedinov du barreau, avant le 1er mars 2019. La demande a été notifiée à l'intéressé, le 18 décembre par un courrier du ministère de la justice de la Fédération de Russie. Il est à souligner toutefois, que le 22 février 2019, le barreau central de Crimée a rejeté la demande et a maintenu l'inscription d'Emil Kurbedinov au barreau de Crimée.

Emil Kurbedinov, spécialisé dans la défense des droits de l'Homme, est l'avocat du *Mejlis*, l'Assemblée des Tatars de Crimée. Depuis l'occupation de la Crimée par la Russie, il a participé activement à la défense des Tatars de Crimée, qui sont devenus l'une des principales cibles des autorités, ainsi que des activistes de la société civile et des journalistes. Il a prêté son concours en tant qu'avocat en intervenant lors de perquisitions dans les foyers des activistes. Il a également attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme en Crimée par la voie des médias sociaux, de conférences internationales et de rapports devant les organes internationaux des droits de l'homme.

## *Mark Feygin*

*Le barreau de Moscou a retiré la licence d'avocat pour avoir accusé sur Twitter le barreau de Moscou de se soumettre à la volonté du Kremlin*



Mark Feygin, 47 ans, a été radié du barreau le 24 avril 2018. "J'ai été dépouillé de mon statut d'avocat pour trois tweets à partir du 19 juillet 2017", a tweeté Mark Feygin le 24 avril 2018. Il a été accusé d'avoir insulté sur Twitter l'avocate Stalina Gurevich, qui représentait un journaliste et blogueur ukrainien qui aurait déposé une plainte en diffamation contre Feygin. Stalina Gurevich a déclaré au service russe de la BBC, que Mark Feygin aurait été averti de son comportement inapproprié, ce qui, dit-elle, gênait la communauté des avocats. Feygin a répondu en accusant le barreau de

Moscou de se soumettre à la volonté du Kremlin. Mark Feygin estime que la décision de révoquer sa licence a été fabriquée pour des motivations exclusivement politiques. En 2011 et 2012, notamment, Mark Feygin était un membre actif de l'opposition au président Vladimir Poutine.

En juillet 2017, Mark Feygin a eu une altercation publique avec un journaliste ukrainien, Anatoly Shariy, qui a été accusé d'avoir des opinions anti-ukrainiennes. Au cours de l'échange, Feygin a promis de rendre publiques toutes les affaires pénales contre Shariy, dont une sur la pédophilie. Shariy a ensuite poursuivi Feygin en justice pour diffamation et a gagné son procès.

Mark Feygin était l'avocat des prisonniers politiques les plus célèbres de Russie, comme les Pussy Riot (Nadezhda Tolokonnikova) ou le pilote ukrainien Nadiya Savchenko, qui a été condamné à 22 ans de prison en Russie, puis réhabilité. En 2016, Feygin avait travaillé sur le cas d'un autre prisonnier ukrainien en Russie, le journaliste Roman Sushchenko, détenu à Moscou à partir d'octobre 2016, et accusé d'espionnage. Savchenko a été échangé le 25 mai 2016 contre des officiers russes du GRU, Evgueni Erofeïev et Alexandre Alexandrov, qui avaient été capturés par l'Ukraine. Il défendait également les dirigeants Tatars de Crimée tels qu'Ilmi Umerov et Akhtem Chiygoz.

En janvier 1994, Mark Feygin avait été, à 22 ans, le plus jeune député de la Douma. En 1995, il a participé aux missions de libération de prisonniers russes dans le Caucase du Nord avec d'autres députés. De la fin des années 90 à 2007, il a été maire-adjoint de Samara.

# L'Observatoire Mondial des Droits de la Défense et des violations des droits des avocats

## *Tous les Suppléments Spéciaux*

### *Suppléments Spéciaux*



2017 CHINE

2018 EGYPT

2019 TURQUIE

60 p.

44 p.

102 p



2020 PAKISTAN 2021 AZERBAÏDJAN 2022 COLOMBIE

78 pages

34 pages

48 pages